

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 19 mai 1993, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "relative au réaménagement des sites d'activité économique inexploités ou abandonnés", a donné le 21 juin 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 19 mei 1993 door de Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de herinrichting van de niet-uitgebate of verlaten bedrijfsruimten", heeft op 21 juni 1993 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Le Conseil d'Etat a, le 8 août 1992, été saisi d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance ayant le même objet. Il a donné son avis le 7 décembre 1992.

Tenant, en grande partie, compte des observations qui ont été formulées dans cet avis, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a fondamentalement revu ledit avant-projet. C'est le texte de cet avant-projet ainsi remanié qui est présentement soumis à la consultation du Conseil d'Etat.

Il conviendrait que la version antérieure du projet, son exposé des motifs et l'avis qui a été donné le 7 décembre 1992 soient joints au projet qui sera présenté au Conseil régional, pour que ses membres soient tout à fait éclairés sur sa portée.

Compte tenu de la procédure ainsi suivie, le Conseil d'Etat peut se borner à formuler les observations les plus importantes qui sont de nature à améliorer la sécurité juridique.

Examen du texte.Dispositif.Article 2.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 1º, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite

.../...

dans la version néerlandaise du présent avis. Cette observation vaut pour tout le projet.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 4°, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis. Ces observations valent pour tout le projet.

3. La distinction faite à l'article 2, § 1er, 5° et 6°, entre la "réhabilitation" et la "restructuration" pourrait donner lieu à certaines difficultés, car les définitions de ces termes pourraient donner lieu à des interprétations erronées. Aussi serait-il bon que les auteurs du projet illustrent, dans l'exposé des motifs, au moyen de quelques exemples, les situations se rapportant à l'une ou à l'autre de ces opérations.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 5°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 7°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 10°, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

6. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, 1^o, il y a lieu de remplacer le mot "toelaat" par les mots "mogelijk maakt".

7. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, 3^o, il y a lieu d'écrire : "... op voorwaarde dat de ruimte het voorwerp is van ...".

Chapitre II.

Il faut modifier le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre II ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

Article 4.

Cette disposition prescrit la consultation du propriétaire, lorsque la procédure d'inscription d'un site dans l'inventaire ne se fait pas à son initiative.

L'information complète de l'administration et, partant, la sécurité juridique seraient mieux garanties si la consultation était étendue aux éventuels titulaires de droits réels sur ce site, que la procédure d'inscription ait été engagée par le propriétaire ou qu'elle l'ait été par le Gouvernement régional ou par une personne de droit public.

.../...

S'il devait s'avérer difficile pour l'administration d'identifier les titulaires de droits réels concernés, le système de notification instauré à l'article 16, § 3, du projet pourrait être prévu également à l'article 4.

Sous réserve de l'observation précédente, le texte néerlandais de l'article examiné devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

A l'alinéa 1er, le terme "directement" est inadéquat et, au demeurant, inutile. Mieux vaut l'omettre.

Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 2 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

Article 8.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "om advies" au lieu de "voor advies".

4. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "terzelfdertijd als" par les mots "gelijktijdig met".

5. Les termes "Sans préjudice de l'article 40" utilisés au paragraphe 2, alinéa 3, ne sont pas suffisamment explicites. Mieux vaut écrire, si telle est bien l'intention des auteurs du projet : "Sauf dans les cas visés à l'article 40".

L'observation vaut également pour les articles 10, alinéa 3, 14, § 3, et 18, § 2, alinéa 2.

6. Au même paragraphe 2, alinéa 3, in fine, il faut écrire : "A défaut, ils sont censés avoir donné un avis favorable".

L'observation vaut également pour les articles 10, alinéa 3, in fine, et 15, § 2, alinéa 4.

.../...

Article 9.

1. Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 1er ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

2. Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 2 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

3. Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 3 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

4. Aux alinéas 4 et 5, est prévu un délai de quarante-cinq jours, porté à septante-cinq jours lorsqu'il s'agit d'une opération de réaménagement par la réhabilitation.

A la différence de ce qui est prévu à l'article 14, § 2, alinéa 4, rien n'est prévu en cas de dépassement du délai.

Pour assurer mieux encore la sécurité juridique, il serait opportun d'assurer un parallélisme entre les deux dispositions et de compléter l'article 9.

Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 4 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

.../...

5. En vue d'assurer le même parallélisme avec l'article 14, il convient aussi de prévoir que l'arrêté doit être notifié pour information, non seulement au propriétaire, mais également aux éventuels titulaires de droits réels.

En outre, les auteurs du projet pourraient compléter le texte, comme la proposition en sera faite à propos de l'article 14, en s'inspirant de l'article 16, § 3, de manière à résoudre les difficultés tenant à l'identification des titulaires de droits réels.

Article 14.

1. Aux termes de l'article 14, § 2, 1^o,

"Copie de l'arrêté dit de réaménagement projeté est notifiée, pour avis, par l'Exécutif ou son délégué :

1^o au propriétaire du site ou titulaire de droit réel auteur de la proposition;".

L'alternative marquée par la conjonction "ou" ne correspond pas à l'intention exprimée dans l'exposé des motifs, qui indique que le propriétaire doit également être informé d'un arrêté "dit de réaménagement projeté" qui serait pris sur la proposition d'un autre titulaire de droit réel. Complémentairement et bien que cette dernière hypothèse ne soit pas envisagée dans le commentaire de l'article, il ne semble pas y avoir de raison de priver d'une telle information les titulaires de droits réels concernés qui ne seraient pas les auteurs de la proposition.

.../...

C'est pourquoi il est proposé d'écrire :

1º au propriétaire du site et aux titulaires de droits réels sur celui-ci;".

Ces notifications devraient permettre aux intéressés d'avertir rapidement le Gouvernement régional des éventuelles erreurs de fait dont serait entaché l'arrêté, ce qui ne peut que renforcer la sécurité juridique.

S'il devait s'avérer difficile d'identifier les titulaires des droits réels, les auteurs du projet pourraient compléter l'article 14 en s'inspirant de l'article 16, § 3.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis. La même observation vaut pour tout le projet.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

1. Il faut modifier le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

.../...

2. Au paragraphe 1er, alinéa 2, les termes "Faute de quoi" sont imprécis. Il y a lieu de viser plus exactement celle des hypothèses prévues à cet alinéa qui est visée.

3. Dans le texte français du même paragraphe 1er, alinéa 2, il est prévu que la procédure de réaménagement est considérée comme "caduque", alors que le texte néerlandais parle de procédure "nulle". Il semble que le texte français corresponde aux intentions des auteurs du projet.

Il y a donc lieu d'adapter le texte néerlandais.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis. La même observation vaut pour tout le projet.

5. En son paragraphe 3, alinéa 1er, l'article impose au propriétaire une obligation de notification "s'il y a lieu". Cette expression pourrait être la source de difficultés d'interprétation, d'autant plus que l'exposé des motifs ne reprend, ni ne commente cette restriction à l'obligation mise à charge du propriétaire. Il est préférable d'omettre ces termes, car il va de soi que l'obligation de notification serait sans objet s'il n'existait pas d'autre titulaire de droit réel sur le bien concerné que le propriétaire.

.../...

Article 17.

1. Il faut modifier le début du texte néerlandais ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

2. Mieux vaut écrire : "... dans le respect des droits dont il dispose sur le bien concerné ...", au lieu de "dans le respect des conventions mutuelles". En effet, les droits de l'intéressé peuvent ne pas résulter de conventions.

Article 20.

Selon les délégués du Gouvernement régional,

"à ce stade de l'exécution de l'opération, seul paraît réellement concerné par l'arrêté dit des travaux, le propriétaire ou le titulaire d'un autre droit réel, qui a considéré pouvoir réaliser l'opération, compte tenu des droits qu'il détient sur le bien".

Sous la réserve de cette précision, les délégués ont cependant admis qu'il n'est pas inutile d'envisager une notification étendue à tout titulaire de droit réel sur le site.

.../...

Le dispositif doit, dès lors, être adapté en conséquence.

Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 2 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

Article 24.

1. Il faut modifier le texte néerlandais de la phrase introductive de l'article 24 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

2. Le texte néerlandais du 1^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du projet.

3. Le 5^o en projet gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

"5^o lorsque, en cas de revente du site, l'acquéreur ne donne pas à celui-ci l'affectation prévue dans l'arrêté de réaménagement définitif, sauf si cette affectation est modifiée ...".

.../...

Article 25.

1. Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 1er ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

2. La gravité des mesures autorisées commande que l'article soit mieux rédigé, afin d'assurer mieux la sécurité juridique.

A cette fin, les délégués du Gouvernement régional font la proposition suivante :

"Il est sans doute judicieux de prévoir dans le texte même de l'ordonnance la forme de la décision juridique qui engendre l'exécution d'office de travaux.

Qui plus est, étant donné le caractère coercitif de la mesure, il apparaît plus indiqué de réserver cette prérogative au seul Exécutif, à l'exclusion du fonctionnaire délégué.

Dès lors, les deux alinéas suivants pourraient être insérés à la suite du premier alinéa de l'article 25, formant ainsi un paragraphe 1er :

"L'arrêté de l'Exécutif décidant l'exécution des travaux précise la teneur de ceux-ci.

Copie de l'arrêté est notifiée par lettre recommandée à la poste au propriétaire des biens concernés ainsi qu'à tout titulaire de droit réel sur ces biens".

.../...

Le Conseil d'Etat se rallie à cette proposition de texte, sauf à remplacer le mot "teneur" par le mot "nature" et "de l'Exécutif" par "du Gouvernement".

3. L'alinéa 1er permet au Gouvernement régional de faire procéder d'office à la démolition des immeubles se trouvant dans un site, dès lors que "un ou ... plusieurs bâtiments" y sont inclus et menacent ruine.

Pris à la lettre, le texte permettrait de penser que le Gouvernement pourrait faire démolir des immeubles du site qui ne menacent pas ruine, ce qui équivaldrait à une procédure d'expropriation sans indemnité et sans que soit suivie la procédure prévue par l'article 26 de l'avant-projet.

Pour être juridiquement admissible, le texte doit exclure cette éventualité.

4. L'alinéa 2 permet au Gouvernement régional

"de vendre les matériaux et objets résultant de l'assainissement, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit".

Une telle disposition doit s'analyser comme une voie d'exécution d'office.

.../...

Il devrait, dès lors, être précisé :

- 1° que le Gouvernement régional n'aurait le droit de vendre ces matériaux et objets que si ceux auxquels ils appartiennent sont les débiteurs des impenses;
- 2° que le solde éventuel du prix de vente revienne à ces derniers.

5. Quant à l'hypothèque légale, visée à l'alinéa 4, il doit être bien entendu qu'elle ne peut être inscrite que dans la limite des droits que le débiteur des impenses a sur le bien (1).

Il s'ensuit, par exemple, que si l'emphytéote est débiteur des impenses et que l'immeuble est entièrement démoli, une hypothèque légale ne peut être inscrite sur le terrain du tréfoncier.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 26.

Il faut modifier le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

(1) Ces droits peuvent être ceux d'un propriétaire, d'un usufruitier, d'un superficiaire ou d'un emphytéote (voir article 45 de la loi hypothécaire).

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéas 1er, 2, 3 et 4, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Au paragraphe 2, alinéa 4, 2°, il est prévu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut charger un demandeur de l'exécution des travaux "en cas de plusieurs candidatures, au terme d'un appel d'offre restreint aux demandeurs ayant introduit leur demande dans le délai fixé à l'alinéa 3".

L'article 6, § 1er, VI, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose :

"En matière économique, les Régions exercent leurs compétences dans le respect des principes de la libre circulation des personnes, biens, services et capitaux et de la liberté de commerce et d'industrie, ainsi que dans le respect du cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire, tel qu'il est établi par ou en vertu de la loi, et par ou en vertu des traités internationaux.

A cette fin, l'autorité nationale est compétente pour fixer les règles générales en matière :

1° de marchés publics (...)".

.../...

Invités à justifier la disposition en projet au regard de l'exception portée par cette règle de ladite loi spéciale à la compétence régionale, les délégués du Gouvernement régional ont précisé ce qui suit :

"Il est indéniable que contraindre l'autorité à recourir à l'appel d'offre restreint conduit à tenir en échec le principe du libre choix par l'autorité administrative du mode de passation du marché, alors que ce libre choix est consacré par l'article 9 de la loi du 14 juillet 1976.

Cependant, pareille procédure est en quelque sorte dictée par les circonstances de l'hypothèse visée à l'article 26 qui, suite à un arrêté d'expropriation, limite le nombre des candidats potentiels à l'exécution des travaux, en raison même de l'intérêt qu'ils ont manifesté pour l'opération, dans les conditions prescrites au paragraphe 2, alinéas 1, 2 et 3.

Si l'on devait considérer qu'il s'agit là d'une disposition contraire à la loi sur les marchés publics, il y va d'une atteinte mineure, la matière se prêtant, en l'espèce, à un règlement différencié, sans mettre en cause le principe général posé par l'article 9 de la loi du 14 juillet 1976, de sorte qu'on pourrait considérer qu'il s'agit là d'une mise en oeuvre des pouvoirs implicites auxquels les Régions peuvent recourir, en vertu de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La technique de l'appel d'offre restreint paraît en effet nécessaire, en l'espèce, sous peine de rendre totalement inefficaces et illusoire les trois premiers alinéas de l'article 26, § 2, imposant des conditions objectives à la demande d'exécution des travaux.

En substituant à l'expression "au terme d'un appel d'offre restreint aux demandeurs ..." par une expression telle que, par exemple, "au terme d'un marché public conformément à la loi du 14 juillet 1976 ...", le risque est grand de tenir en échec toute l'économie de la disposition".

.../...

Compte tenu de ces explications, il peut être admis que la décision du Gouvernement régional soit prise au terme d'un appel d'offres restreint (2). Encore, toutefois, s'impose-t-il que les précisions fournies par les délégués du Gouvernement figurent dans l'exposé des motifs.

Le texte néerlandais de l'alinéa 5 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 32.

Le texte néerlandais des alinéas 2, 3 et 4, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "... ou des lois qui le complètent ...".

Article 37.

L'alinéa 1er attribue délégation au Gouvernement régional pour "prescrire les règles relatives aux investigations nécessaires" et l'alinéa 2 énumère, à titre exemplatif - "notamment" prévoit le texte - les mesures que peuvent prendre les fonctionnaires et agents, à cet égard.

(2) Comparer avec Cour d'Arbitrage, spécialement l'arrêt n° 32/92 du 23 avril 1992 (Moniteur belge, 30 mai 1992; J.T., 1992, 574).

Suivant l'exposé des motifs, "pour les mesures les plus extrêmes" l'ordonnance énumère elle-même les pouvoirs qui sont accordés aux fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement.

On n'imagine pas que le Gouvernement régional puisse prévoir d'autres modalités d'investigation et de contrôle que celles prévues aux 1^o, 2^o et 3^o.

Le Gouvernement ne pourrait, en réalité, que régler les modalités d'exercice des pouvoirs attribués aux fonctionnaires et agents par l'alinéa 2 de la disposition en projet.

Le terme "notamment" figurant à l'alinéa 2 doit, dès lors, être omis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 3 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

Article 38.

1. Il faut modifier le texte néerlandais de l'alinéa 1er ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

.../...

2. A l'alinéa 2, on remplacera les mots "ou la cessation d'actes dans l'hypothèse prévue à l'article 39, 2°" par les mots "ou la cessation d'actes accomplis en violation des articles 27 et 28".

Il faut modifier le texte néerlandais de la dernière phrase de l'alinéa 2 ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise.

Article 39.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis. La même observation vaut pour tout le projet.

2. Le 1° doit être complété par la mention des autres articles dans lesquels il a été proposé de prévoir un mécanisme de notification analogue à celui de l'article 16, § 3.

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au 2°, il faut écrire :

.../...

"2° contrevient aux dispositions des articles 27, 28 ou 38;".

4. Au 3°, in fine, les mots "notamment à l'article 32, alinéa 4" doivent être omis.

Observations finales.

1. Compte tenu de la révision de la Constitution intervenue le 5 mai 1993 et par laquelle a été inséré dans celle-ci un article 59quater, les mots "l'Exécutif" doivent être remplacés par les mots "le Gouvernement".

Cette observation vaut pour l'ensemble de l'avant-projet d'ordonnance.

2. Lorsque, dans une disposition, est visée une loi, un décret ou une ordonnance, il y a lieu de reproduire son intitulé.

3. Une énumération ne peut être interrompue par une ou des phrases incidentes. Celles-ci doivent, soit être intégrées à l'énumération en faisant l'objet de numéros

.../...

distincts, soit reprises dans des alinéas nouveaux. L'observation vaut pour l'article 2, § 1er, 6°, et l'article 33, § 1er.

4. Le texte néerlandais laisse à désirer du point de vue grammatical et terminologique. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites, mais seulement pour les articles commentés. Il est cependant recommandé de revoir le texte fondamentalement.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De Raad van State is op 8 augustus 1992 gevraagd van advies te dienen omtrent een voorontwerp van ordonnantie met hetzelfde onderwerp. Dit advies is verstrekt op 7 december 1992.

Grotendeels rekening houdend met de in dat advies gemaakte opmerkingen heeft de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest dat voorontwerp grondig herzien. Het is de aldus herwerkte tekst van het voorontwerp die thans aan de Raad van State om advies wordt voorgelegd.

De vorige versie van het ontwerp, de memorie van toelichting ervan en het advies dat op 7 december 1992 is verstrekt behoren te worden gevoegd bij het ontwerp dat bij de Brusselse Raad wordt ingediend, zodat de leden van die Raad volledig op de hoogte zijn van de draagwijdte van het ontwerp.

Gelet op de aldus gevolgde handelwijze kan de Raad van State zich bepalen tot het maken van de belangrijkste opmerkingen die de rechtszekerheid kunnen verhogen.

Onderzoek van de tekst.Bepalend gedeelte.Artikel 2.

1. In artikel 2, § 1, 1^o, vervange men de term "uitbaten" door de term "exploiteren". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

.../...

2. In onderdeel 4° behoort het woord "meerdere" in de uitdrukking "een of meerdere" vervangen te worden door het woord "meer". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

In ditzelfde onderdeel 4° vervange men tevens het woord "werken" door "werkzaamheden". Deze opmerking geldt eveneens voor het gehele ontwerp.

3. Het onderscheid dat in artikel 2, § 1, 5° en 6°, wordt gemaakt tussen "rehabilitatie" en "vernieuwing" kan een aantal problemen doen rijzen, daar de begripsomschrijvingen van deze termen aanleiding kunnen geven tot onjuiste interpretaties. Het zou daarom aangewezen zijn dat de stellers van het ontwerp in de memorie van toelichting door middel van enkele voorbeelden de situaties schetsen waarin deze of gene werkzaamheid wordt bedoeld.

In onderdeel 5° schrijve men "alsook" in plaats van "evenals".

4. In onderdeel 7° schrijve men "houder van het eigendomsrecht" in plaats van "titularis van het eigendomsrecht".

5. In onderdeel 10° schrijve men "bijzondere maatregelen van openbaarmaking" in plaats van "bijzondere publiciteitsmaatregelen". Deze opmerking geldt voor het

.../...

gehele ontwerp. Het zou overigens beter zijn dit begrip als volgt te omschrijven : "de bijzondere maatregelen van openbaarmaking bepaald en geregeld bij de artikelen 113 en 114 van ...".

6. In paragraaf 2, 1°, vervange men het woord "toelaat" door de woorden "mogelijk maakt".

7. Aan het eind van paragraaf 2, 3°, schrijve men : "... op voorwaarde dat de ruimte het voorwerp is van ...".

Hoofdstuk II.

Het opschrift van hoofdstuk II moet luiden : "Inventaris van de afgedankte ruimten". In alle overige opschriften behoren eveneens de woorden "over de" te vervallen, behalve in hoofdstuk VII, dat moet luiden : "Onderzoekingen, controle en sancties".

Artikel 4.

Deze bepaling schrijft voor dat de eigenaar moet worden geraadpleegd wanneer de procedure voor de opneming van een ruimte in de inventaris niet op diens initiatief geschiedt.

.../...

De volledige voorlichting van het bestuur, en bijgevolg ook de rechtszekerheid, zouden beter gewaarborgd zijn indien de raadpleging wordt uitgebreid tot de eventuele houders van zakelijke rechten op die ruimte, ongeacht of de inschrijvingsprocedure door de eigenaar is aangevat dan wel door de Brusselse Regering of door een publiekrechtelijk rechtspersoon.

Indien het bestuur moeilijkheden zou ondervinden bij de identificatie van de houders van desbetreffende zakelijke rechten, kan de regeling van kennisgeving, ingevoerd bij artikel 16, § 3, van het ontwerp eveneens in artikel 4 worden voorgeschreven.

Onder voorbehoud van vorenstaande opmerking vervange men in het eerste lid van artikel 4 het woord "slechts" door het woord "pas" en schrijve men in het tweede lid : "... geschiedt gelijktijdig met de raadpleging van de Economische en Sociale Raad, volgens de daartoe bij artikel 3, derde lid, voorgeschreven regels".

Artikel 7.

Het woord "rechtstreeks" in het eerste lid zou best vervallen daar het niet geschikt is en tevens overbodig.

In het tweede lid schrijve men : "De eigenaar stelt zijn voorstel op met inachtneming van de rechten die hij krachtens het Burgerlijk Wetboek en de aanvullende wetten ervan op de betrokken goederen bezit".

.../...

Artikel 8.

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "Het voorstel wordt afgegeven aan de gemachtigde ...".

2. In paragraaf 1, derde lid, schrijve men : "... of binnen tien dagen te rekenen van de verzending van de ter post aangetekende brief zendt de gemachtigde ... volledig is. Indien zulks niet het geval is, stelt hij hem op dezelfde wijze ervan in kennis dat zijn dossier niet volledig is en vermeldt hij welke documenten of inlichtingen ontbreken".

3. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "om advies" in plaats van "voor advies".

4. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "gelijktijdig met" in plaats van "terzelfder tijd als".

5. De woorden "Onverminderd artikel 40" in paragraaf 2, derde lid, zijn onvoldoende expliciet. Het zou beter zijn "Behalve in de gevallen bedoeld in artikel 40" te schrijven, althans indien zulks de bedoeling is van de stellers van het ontwerp.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 10, derde lid, 14, § 3, en 18, § 2, tweede lid.

.../...

6. Aan het eind van dezelfde paragraaf 2, derde lid, schrijve men : "Geschiedt zulks niet, dan worden zij geacht een gunstig advies te hebben verstrekt".

Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 10, derde lid, in fine, en 15, § 2, vierde lid.

Artikel 9.

1. In het eerste lid schrijve men : "Degene die het voorstel heeft gedaan, wijzigt dit in voorkomend geval op initiatief van de gemachtigde van de Regering".

2. In het tweede lid schrijve men : "Indien de Regering instemt met het in voorkomend geval gewijzigde voorstel, beslist zij in een zelfde besluit dat de ruimte die niet-geëxploiteerd of verlaten is verklaard en waarvan zij de omtrek bepaalt, het voorwerp zal zijn van Zij bepaalt terzelfder tijd de nauwkeurige bestemming of de nauwkeurige bestemmingen van de ruimte bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, alsook het programma en het tijdschema van de werkzaamheden".

3. In het derde lid schrijve men : "Indien de Regering niet instemt met het eventueel gewijzigde voorstel, wijst ze het voorstel tot herinrichting af bij een behoorlijk met redenen omkleed besluit".

.../...

4. In het vierde en het vijfde lid wordt een termijn van vijfenveertig dagen voorgeschreven, die op vijfenzeventig dagen wordt gebracht wanneer het gaat om een herinrichting door rehabilitatie.

In tegenstelling tot het bepaalde in artikel 14, § 2, vierde lid, wordt niets voorgeschreven in geval van overschrijding van de termijn.

Teneinde de rechtszekerheid beter te waarborgen zou het wenselijk zijn een parallellisme tot stand te brengen tussen beide bepalingen en artikel 9 aan te vullen.

Voorts schrijve men in het vierde lid : "... aan degene die het voorstel gedaan heeft ter kennis gebracht binnen ... zenden. Die termijn ... indien het gaat om een herinrichting door rehabilitatie".

5. Teneinde een zelfde parallellisme tot stand te brengen met artikel 14, moet ook worden bepaald dat het besluit niet alleen aan de eigenaar, doch ook aan de eventuele houders van zakelijke rechten bij wijze van inlichting ter kennis moet worden gebracht.

Voorts zouden de stellers van het ontwerp de tekst kunnen aanvullen naar het voorbeeld van artikel 16, § 3, zoals zal worden voorgesteld in verband met artikel 14, teneinde de moeilijkheden op te lossen inzake de identificatie van de houders van zakelijke rechten.

.../...

Artikel 14.

1. Artikel 14, § 2, 1º, schrijft voor :

"Door de Executieve of door de gemachtigde ervan wordt een afschrift van het zogenaamd besluit van geplande herinrichting om advies betekend aan :

- 1º de eigenaar van de ruimte of de houder van een zakelijk recht en auteur van het voorstel;"

De wisselmogelijkheid, uitgedrukt door het voegwoord "of" stemt niet overeen met de bedoeling uitgedrukt in de memorie van toelichting, waarin te lezen staat dat de eigenaar eveneens in kennis moet worden gesteld van een "zogenaamd besluit van geplande herinrichting" dat wordt vastgesteld op voorstel van een andere houder van een zakelijk recht. Aanvullend, en ofschoon dit laatste geval niet in aanmerking wordt genomen in de commentaar op het artikel, lijkt er geen grond te bestaan om die informatie te onthouden aan de houders van desbetreffende zakelijke rechten die het voorstel niet hebben gedaan.

Daarom wordt voorgesteld te schrijven :

"De Regering of haar gemachtigde geeft ter fine van advies kennis van een afschrift van het zogenaamde besluit van geplande herinrichting aan :

- 1º de eigenaar van de ruimte en aan de houders van zakelijke rechten erop;"

.../...

Deze kennisgevingen moeten de betrokkenen in staat stellen de Brusselse Regering snel op de hoogte te brengen van eventuele dwalingen omtrent de feiten die aan het besluit zouden kleven; zulks kan de rechtszekerheid alleen verhogen.

Mocht het moeilijk blijken de houders van zakelijke rechten te identificeren, dan zouden de stellers van het ontwerp artikel 14 kunnen aanvullen naar het voorbeeld van artikel 16, § 3.

2. Tevens behoort in paragraaf 2 de uitdrukking "betekenen" steeds vervangen te worden door de uitdrukking "kennis geven van". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

3. In paragraaf 3 zou het beter zijn te schrijven :

"... binnen vijfenveertig dagen na de kennisgeving bedoeld in § 2 bij een ter post ...".

Artikel 16.

1. Aan het eind van paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "... aan degene die het voorstel heeft gedaan".

.../...

2. In paragraaf 1, tweede lid, zijn de woorden "Bij ontstentenis hiervan" onduidelijk. Er moet nader worden bepaald waarop die woorden betrekking hebben.

3. In de Nederlandse tekst van diezelfde paragraaf 1, tweede lid, wordt bepaald dat de herinrichtingsprocedure als "nietig" wordt beschouwd, terwijl in de Franse tekst te lezen staat dat ze vervalt. De Franse tekst blijkt beter de bedoeling van de stellers van de tekst weer te geven.

De Nederlandse tekst behoort derhalve te worden aangepast.

4. In het derde lid schrijve men "Terzelfder tijd" in plaats van "Terzelfdertijd". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

5. Paragraaf 3, eerste lid, van artikel 16 bepaalt dat de eigenaar "desgevallend" tot kennisgeving verplicht is. Deze uitdrukking kan interpretatieproblemen doen rijzen, te meer daar die beperking van de verplichting, opgelegd aan de eigenaar, in de memorie van toelichting niet wordt overgenomen of toegelicht. Het is verkieslijk deze term weg te laten daar de verplichting tot kennisgeving uiteraard doelloos zou zijn indien er geen andere houder van zakelijke rechten op het desbetreffende goed zou zijn dan de eigenaar.

.../...

Artikel 17.

1. Aan het begin van dit artikel schrijve men :
"Gelijktijdig met de in artikel 16, § 1, bedoelde kennisgeving verzoekt ...".

2. Het zou beter zijn "met inachtneming van de rechten die deze bezit op het desbetreffende goed" te schrijven in plaats van "met eerbied voor de wederzijdse overeenkomsten". Het kan immers zijn dat de rechten van betrokkene niet voortvloeien uit overeenkomsten.

Artikel 20.

De gemachtigden van de Brusselse Regering stellen :

"à ce stade de l'exécution de l'opération, seul paraît réellement concerné par l'arrêté dit des travaux, le propriétaire ou le titulaire d'un autre droit réel, qui a considéré pouvoir réaliser l'opération, compte tenu des droits qu'il détient sur le bien".

Onder voorbehoud van deze toelichting hebben de gemachtigden van de Regering evenwel erkend dat het wellicht nuttig zou zijn een kennisgeving te overwegen die wordt uitgebreid tot iedere houder van een zakelijk recht op de ruimte.

Het dispositief moet derhalve dienovereenkomstig worden aangepast.

.../...

In het tweede lid schrijve men : "... binnen dertig dagen vanaf ...".

Artikel 24.

1. De inleidende zin van artikel 24 moet als volgt worden gesteld :

"De Regering kan in de volgende gevallen handelen overeenkomstig artikel 25 of artikel 26 :".

2. In onderdeel 1° schrijve men :

"1° bij ontstentenis van een voorstel ...;".

3. Het ontworpen onderdeel 5° zou bevattelijker zijn indien het aldus wordt gesteld :

"5° wanneer de koper in geval van wederverkoop van de ruimte niet de bestemming eraan geeft die wordt voorgeschreven in het besluit van definitieve herinrichting, behalve indien de bestemming gewijzigd wordt door ...".

Artikel 25.

1. Het zou beter zijn het eerste lid te stellen als volgt :

.../...

"Voor de gevallen bedoeld in artikel 24, 1^o tot 4^o, kan de Regering of de gemachtigde ervan ambtshalve de werkzaamheden laten uitvoeren die noodzakelijk zijn om een ruimte door sanering herin te richten, op voorwaarde dat de Regering of de gemachtigde ervan aantoont dat de zaak spoedeisend is op de grond dat één of meer gebouwen op de ruimte in verval geraakt zijn".

2. De ernst van de toegestane maatregelen vereist dat het artikel beter wordt gesteld om de rechtszekerheid beter te waarborgen.

Daarom stellen de gemachtigden van de Brusselse Regering het volgende voor :

"Il est sans doute judicieux de prévoir dans le texte même de l'ordonnance la forme de la décision juridique qui engendre l'exécution d'office de travaux.

Qui plus est, étant donné le caractère coercitif de la mesure, il apparaît plus indiqué de réserver cette prérogative au seul Exécutif, à l'exclusion du fonctionnaire délégué.

Dès lors, les deux alinéas suivants pourraient être insérés à la suite du premier alinéa de l'article 25, formant ainsi un paragraphe 1er :

"L'arrêté de l'Exécutif décidant l'exécution des travaux précise la teneur de ceux-ci.

Copie de l'arrêté est notifiée par lettre recommandée à la poste au propriétaire des biens concernés ainsi qu'à tout titulaire de droit réel sur ces biens".

.../...

De Raad van State is het eens met dat tekstvoorstel, maar zou het woord "teneur" vervangen door het woord "nature" en "de l'Exécutif" door "du Gouvernement".

Voorgesteld wordt de Nederlandse tekst te stellen als volgt :

"De aard van de werkzaamheden wordt nader bepaald in het besluit van de Regering waarbij tot uitvoering ervan wordt beslist.

Een afschrift van het besluit wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de eigenaar van de kwestieuze goederen en van iedere houder van een zakelijk recht op die goederen".

3. Het eerste lid biedt de Brusselse Regering de mogelijkheid om gebouwen op een ruimte ambtshalve te laten slopen, zodra het gaat om "één of meerdere gebouwen" die dreigen in te storten.

Naar de letter zou uit de tekst kunnen worden afgeleid dat de Regering sommige gebouwen op de ruimte zou kunnen laten slopen die niet dreigen in te storten, wat neerkomt op een onteigeningsprocedure zonder schadevergoeding en waarbij de procedure bepaald in artikel 26 van het voorontwerp niet wordt gevolgd.

Om in rechte aanvaardbaar te zijn, moet de tekst zo worden gesteld dat die mogelijkheid wordt uitgesloten.

.../...

4. Het tweede lid biedt de Brusselse Regering de mogelijkheid

"materialen en voorwerpen te verkopen die resulteren uit de sanering, deze te vervoeren, op te slaan en over te gaan tot de vernietiging ervan op een plaats die zij kiest".

Een dergelijke bepaling moet worden begrepen als een middel tot tenuitvoerlegging van ambtswege.

Derhalve zou nader moeten worden bepaald :

- 1º dat de Brusselse Regering die materialen en voorwerpen alleen mag verkopen wanneer die toebehoren aan de schuldenaars van de onkosten;
- 2º dat het eventueel resterende bedrag van de verkoopprijs toekomt aan de houders van zakelijke rechten.

5. Wat de wettelijke hypotheek betreft, vermeld in het vierde lid, moet het duidelijk zijn dat zij slechts mag worden ingeschreven in de mate dat de schuldenaar van de onkosten rechten heeft op het goed (3).

(3) Het kan gaan om de rechten van een eigenaar, een vruchtgebruiker, een opstaller of een erfpachter (zie artikel 45 van de hypotheekwet).

Daaruit volgt bijvoorbeeld dat een wettelijke hypotheek niet kan worden ingeschreven op het terrein van de grondeigenaar, wanneer de erfpachter de schuldenaar van de onkosten is en het gebouw volledig wordt gesloopt.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 26.

Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid, te stellen als volgt :

"§ 1. In de gevallen bedoeld in artikel 24 kan de Regering ook het algemeen nut aanvoeren voor de onteigening van de goederen op de ruimte waaromtrent een besluit tot definitieve herinrichting is uitgevaardigd".

In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men "De onteigening geschiedt volgens ..." in plaats van "De onteigening wordt nagestreefd volgens ...".

In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "iedere betrokken derde persoon" in plaats van "om het even welke betrokken derde persoon".

In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "natuurlijke" in plaats van "fysische".

.../...

In paragraaf 2, derde lid, schrijve men "binnen twee maanden na de bekendmaking" in plaats van "binnen de twee maanden na de bekendmaking".

In paragraaf 2, vierde lid, 1^o en 2^o, schrijve men "aanvragen" in plaats van "kandidaturen". In 2^o schrijve men voorts "verschillende aanvragen" in plaats van "meerdere kandidaturen".

In paragraaf 2, vierde lid, 2^o, wordt bepaald dat de Brusselse Regering een aanvrager kan belasten met de uitvoering van de werkzaamheden "in geval van meerdere kandidaturen, volgens een beperkte aanbesteding gericht aan de aanvragers die hun aanvraag hebben ingediend binnen de termijn bepaald in het derde lid".

Artikel 6, § 1, VI, derde en vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen luidt als volgt :

"In economische aangelegenheden oefenen de Gewesten hun bevoegdheden uit met inachtneming van de beginselen van het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitalen en van de vrijheid van handel en nijverheid, alsook met inachtneming van het algemeen normatief kader van de economische unie en de monetaire eenheid, zoals vastgesteld door of krachtens de wet, en door of krachtens de internationale verdragen.

De nationale overheid is met dit doel bevoegd om algemene regels vast te stellen inzake :

1^o de overheidsopdrachten (...)".

.../...

De gemachtigden van de Brusselse Regering, die verzocht zijn de ontworpen bepaling te rechtvaardigen uit het oogpunt van de uitzondering die die regel van de voormelde bijzondere wet maakt op de bevoegdheid van het gewest, hebben het volgende opgemerkt :

"Il est indéniable que contraindre l'autorité à recourir à l'appel d'offre restreint conduit à tenir en échec le principe du libre choix par l'autorité administrative du mode de passation du marché, alors que ce libre choix est consacré par l'article 9 de la loi du 14 juillet 1976.

Cependant, pareille procédure est en quelque sorte dictée par les circonstances de l'hypothèse visée à l'article 26 qui, suite à un arrêté d'expropriation, limite le nombre des candidats potentiels à l'exécution des travaux, en raison même de l'intérêt qu'ils ont manifesté pour l'opération, dans les conditions prescrites au paragraphe 2, alinéas 1, 2 et 3.

Si l'on devait considérer qu'il s'agit là d'une disposition contraire à la loi sur les marchés publics, il y va d'une atteinte mineure, la matière se prêtant, en l'espèce, à un règlement différencié, sans mettre en cause le principe général posé par l'article 9 de la loi du 14 juillet 1976, de sorte qu'on pourrait considérer qu'il s'agit là d'une mise en oeuvre des pouvoirs implicites auxquels les Régions peuvent recourir, en vertu de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La technique de l'appel d'offre restreint paraît en effet nécessaire, en l'espèce, sous peine de rendre totalement inefficaces et illusoire les trois premiers alinéas de l'article 26, § 2, imposant des conditions objectives à la demande d'exécution des travaux.

En substituant à l'expression "au terme d'un appel d'offre restreint aux demandeurs ..." par une expression telle que, par exemple, "au terme d'un marché public conformément à la loi du 14 juillet 1976 ...",

.../...

le risque est grand de tenir en échec toute l'économie de la disposition".

Rekening houdend met die uitleg, kan worden aangenomen dat de Brusselse Regering beslist na een beperkte offerteaanvraag (4). De verduidelijkingen van de gemachtigden van de Regering behoren echter in de memorie van toelichting te worden vermeld.

In het vijfde lid schrijve men het woord "werkzaamheden" in plaats van "werken". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. Aan het slot van de zin schrijve men "indien de onderhandse verkrijging ervan onmogelijk is gebleken" in plaats van "indien de onderhandse verwerving ervan onmogelijk zal zijn gebleken".

Artikel 32.

In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven : "... de wetten die een aanvulling ervan zijn". Voorts schrijve men "iedere" in plaats van "om het even welke".

Het zou beter zijn het derde lid te stellen als volgt :

"De ambtenaar bedoeld in artikel 35 zendt de eigenaar een verklaringsformulier, waarvan het model wordt

(4) Vergelijk met het Arbitragehof, inzonderheid het arrest nr. 32/92 van 23 april 1992 (Belgisch Staatsblad van 30 mei 1992; J.T., 1992, 574).

opgemaakt door de Regering, om de houder van een zakelijk recht die die belasting verschuldigd is, te identificeren".

In het vierde lid schrijve men "binnen dertig dagen vanaf ..." in plaats van "binnen de dertig dagen vanaf ...".

Artikel 37.

Het eerste lid machtigt de Brusselse Regering om "de regels voor (te) schrijven voor de onderzoeken die noodzakelijk zijn" en in het tweede lid wordt bij wijze van voorbeeld (in de tekst staat "met name") opgesomd welke maatregelen de ambtenaren en beambten dienaangaande mogen nemen.

Volgens de memorie van toelichting wordt "voor de meest extreme maatregelen" in de ordonnantie zelf opgesomd welke bevoegdheden worden verleend aan de ambtenaren en beambten die door de Regering zijn aangewezen.

Het is ondenkbaar dat de Brusselse Regering andere onderzoeks- en controleregels kan voorschrijven dan die bepaald in 1º, 2º en 3º.

In werkelijkheid kan de Regering alleen de nadere bepalingen vastleggen inzake de uitoefening van de bevoegdheden die door het tweede lid van de ontworpen bepaling aan de ambtenaren en beambten worden verleend.

.../...

De woorden "met name" in het tweede lid behoren derhalve te vervallen.

Voorts vervange men het woord "agenten" door het woord "beambten". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. In het tweede lid, 2°, schrijf men "fotocopieën" in plaats van "fotografische copieën". In 3° schrijf men "zonder voorafgaand bericht" in plaats van "zonder voorafgaandelijke verwittiging", "gebouwen" in plaats van "inrichtingen" en "die heringericht worden" in plaats van "die het voorwerp uitmaken van een herinrichting".

Het zou beter zijn het derde lid te stellen als volgt :

"De in dit artikel bedoelde beambten kunnen beambten van het openbaar gezag opvorderen om hen bij te staan in de uitoefening van hun opdracht".

Artikel 38.

1. Het zou beter zijn het eerste lid te stellen als volgt :

"De ambtenaren en beambten belast met het toezicht en de controle stellen de in artikel 39 bedoelde strafbare feiten vast bij een proces-verbaal dat binnen tien dagen na de vaststellingen bij een ter post aangetekende brief wordt toegestuurd aan degene die het strafbare feit heeft gepleegd".

.../...

2. In het tweede lid vervange men de woorden "of de staking van handelingen in de hypothese voorzien in artikel 39, 2°" door de woorden "of de staking van handelingen die in strijd zijn met de artikelen 27 en 28".

De laatste zin van het tweede lid zou beter worden gesteld als volgt :

"Deze maatregel moet binnen drie werkdagen worden bevestigd door een ter post aangetekende brief van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 39.

1. In het eerste lid schrijve men "frank" in plaats van "franken". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

2. De bepaling onder 1° behoort te worden aangevuld met de vermelding van de andere artikelen waarin een gelijksoortige kennisgeving wordt voorgesteld als in artikel 16, § 3. Voorts schrijve men "vormvoorschrift of kennisgeving" in plaats van "formaliteit of betekening".

3. In 2° schrijve men :

"2° de bepalingen van de artikelen 27, 28 of 38 overtreedt;".

.../...

4. In 3º behoren de woorden "inzonderheid artikel 32, vierde lid" te vervallen.

Slotopmerkingen.

1. Gelet op de Grondwetsherziening d.d. 5 mei 1993 waarbij in de Grondwet een artikel 59quater is ingevoegd, behoren de woorden "de Executieve" te worden vervangen door de woorden "de Regering".

Die opmerking geldt voor het gehele voorontwerp van ordonnantie.

2. Wanneer in een bepaling wordt verwezen naar een wet, decreet of ordonnantie, behoort het opschrift ervan te worden vermeld.

3. Een opsomming mag niet worden onderbroken door één of meer tussenzinnen. Die moeten ofwel opgenomen worden in de opsomming met verschillende nummers, ofwel opgenomen worden in nieuwe leden. De opmerking geldt voor artikel 2, § 1, 6º en artikel 33, § 1.

4. De Nederlandse tekst is uit grammaticaal en terminologisch oogpunt meer dan ondermaats. Bij wijze van voorbeeld zijn alleen in de besproken artikelen een aantal tekstvoorstellen gedaan, doch het verdient aanbeveling de gehele tekst grondig te herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegelicht griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.